



SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la CCDSA (circulaire du 22 juin 1995)

RAPPORT DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Réf. : GDRO / ERP / FF / GL / 20230759 en date du 27 avril 2023

ETABLISSEMENT	H. MARIN - UF1/MER - BERTIN/CAMINO/ADAMSKI/SALLE POLY
REFERENCE	E260.00046 001
COMMUNE	64700 HENDAYE
ADRESSE	Route de la Corniche
DOSSIER	Permis de construire 06426023B0007 AT 06426023B0018 Restructuration et extension des anciennes unités Camino et Adamski pour création des plateaux UHAINA et ARGIA.
DEMANDEUR	Mme BART Delphine

I. PRESENTATION

Ce dossier concerne la restructuration et l'extension des anciennes unités CAMINO ADAMSKI dans le cadre du programme d'humanisation du service du site de l'Hôpital Marin situé route de la corniche à Hendaye. Unités actuellement composées de 71 lits SSR polyvalents sous un format « dortoir » pour création des plateaux UHAINA et ARGIA en deux phases avec un dossier GN13 et cahier des charges fonctionnels du SSI par M DRULHE de NAMIXIS avec missions L et SEI au 13/04/2023 à M MOREAU du bureau de contrôle QUALICONSULT.

Nota : Ces unités existantes sont situées aux niveaux RdC et R+1 d'un établissement existant regroupant 4 unités (Bertin, Morancé, Camino et Adamski) et réparties sur 2 corps de bâtiments en R+1, avec R+2 partiel, destiné à l'hébergement de polyhandicapés.

Ce regroupement de 4 unités constitue un unique établissement recevant du public, classé actuellement ERP 3^{ème} catégorie communément appelé Pôle 1 (UF1-Mer), comprenant également une salle polyvalente non isolée (salle de rééducation) à simple RDC. Une demande d'autorisation de travaux va être déposée pour prise en compte du changement de destination. Cette salle est actuellement un plateau technique de rééducation relevant du type U. La présente notice prenant en compte de ce changement dans le récapitulatif des effectifs.

L'objet des travaux en exploitation partielle se décompose ainsi :

- Extension sur 2 niveaux pour création d'une liaison entre les 2 ailes existantes sur façade Nord comprenant liaisons verticales.
- Extension sur 2 niveaux pour suppression des « dents creuses » présentes en façade Sud.
- Restructuration complète des unités existantes configurées sur 2 ailes (Ouest pour unité Camino et Est pour Unité Adamski) avec transformation des dortoirs existants en 50 chambres individuelles équipées de salles-de-bain dédiées, avec modification de l'implantation des cages d'escaliers et ascenseurs, pour un fonctionnement par plateau sur un niveau unique.

Ce projet se décompose en 2 phases de travaux pour lesquelles un dossier GN 13 est associé au dossier permis de construire pour mise en œuvre en terme :

- d'accès des engins de secours en lien avec la zone chantier,
- de mise à l'abri provisoire au sein des ailes des unités,
- d'issues de secours maintenues et protégées de la zone chantier,
- d'isolement CF de la zone chantier,
- de la continuité de fonctionnement et de la protection des installations de sécurité incendie (SSI A, désenfumage, arrêt d'urgence, ...),
- de la prise en compte, dès la phase conception, du phasage travaux au niveau de la configuration des installations techniques (distribution électrique, distribution fluides médicaux).

Nota : Les unités Bertin Itsas / Bertin Ainara / Morancé, occupant 2 autres ailes du Pôle 1 sont concernées par le maintien du fonctionnement du SSI A dont la centrale est implantée au RDC de l'unité Camino.

La restructuration consiste au réaménagement de l'ensemble des unités d'accueils, avec modification du cloisonnement, et la reconfiguration des espaces communs.

Le bâtiment sera décomposé comme suit :

RdC – Plateau UHAINA

- Local existant conservé pour Sous-station Chauffage et Production ECS.
- Entrée de service.
- Local SSI existant conservé.
- Local déchets.
- Local Stockage.
- Local Linge propre / Linge Sale.
- Locaux Vestiaire Femmes / Vestiaires Hommes avec circulation dédiée réservée au personnel.
- Différents Locaux ménage, Lingerie intermédiaire, Excreta.
- Salle à manger associée à un local Office de cuisine (PU cuisson < 20 kW).
- Accueil et salon des familles.
- Bureaux administratifs.
- 12 chambres totalisant 14 lits au droit de l'aile Ouest (anciennement Camino).
- 13 chambres totalisant 14 lits au droit de l'aile Est (anciennement Adamski).

R+1 – Plateau ARGIA

- Local déchets.
- Local Stockage.
- Salle détente et salle de réunion avec circulation dédiée réservée au personnel.
- Différents Locaux ménage, Lingerie intermédiaire, Excreta.
- Salle à manger associée à un local Office de cuisine (PU cuisson < 20 kW).
- Poste de soin + Salle de transmission.
- Bureaux polyvalents.
- Espace bien être / Salles d'activités / Salle socio-esthétique / Salle de rééducation.
- 14 chambres totalisant 16 lits au droit de l'aile Ouest (anciennement Camino).
- 17 chambres totalisant 18 lits au droit de l'aile Est (anciennement Adamski).

R+2 partiel - Combles

- Locaux sociaux (bureaux / salle de réunion).
- Locaux techniques pour moteur de désenfumage.

Nota : Un patio intérieur ouvert se situe au milieu du bâtiment. Il ne constitue pas un Atrium à l'air libre au sens de l'IT 263.

II. SUR LE PLAN REGLEMENTAIRE

L'établissement est assujetti aux dispositions fixées par :

1. le Code de la construction et de l'habitation,
2. le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs,
3. l'arrêté préfectoral n° 64-2021-12-03-00004 en date du 3 décembre 2021 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques,
4. le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R 143-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, plus particulièrement :
 - l'arrêté du 25 juin 1980 (dispositions générales),
 - l'arrêté du 23 mai 1989 (Type U établissements de soins, maisons de retraite, dispensaires, hôpitaux, centres de thermalisme),
 - l'arrêté du 5 février 2007 (type L - salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples),
 - l'arrêté modifié du 21 juin 1982 (type N - restaurants et débits de boissons).

Historique partielle de l'établissement (archives SDIS fond de dossier)

n° pièce	Date	Intitulé pièce
28	18/08/2020	Avis SCD PC20B0015 AT20B0014 AINARA RDC dérogation U10 ► AF
29	12/10/2020	Visite réception de travaux ITSAS ► AF
30	26/04/2022	Avis SCD PC22B0008 AT22B0007 MORANCE R+1 3 dérogations ► AF
31	27/01/2023	Visite périodique GV ► AF 23/02/2023 CSA ► AF

32	31/01/2023	Avis SCD PCM20B0015 AT23B0005 AINARA RDC dérogation DF6 ► AF
33	13/02/2023	Visite réception RDC AINARA dérogation U10 DF6 U26 ► AF

Fonctionnaire désigné (établissements dépendant de personnes de droit public - art. R 143-16 et 17 du CCH) : Monsieur BOCH

Travaux recensés depuis la dernière visite : Salle polyvalente transformée en plateau rééducation à régulariser

BERTIN MORANCE : travaux en cours ouverture prévu [fin 2023 début 2024: 22 lits](#)

CAMINO : projet 2023 travaux 2024 ouverture prévu [2025 : UHAINA 28 lits](#)

ADAMSKI : projet 2023 travaux 2026 ouverture prévu [2027 : ARGIA 34 lits](#)

III. EFFECTIF ET CLASSEMENT actuel à modifier

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est défini ci-après : (VR 12/10/2020).

- public : Patients (1 pers / lit) : 145 personnes (152 rapport SCD du 03/08/20)
- public : Visiteurs (1 pers / 2 lits) 74 personnes
- personnel : (1 pers / 3 lits) 52 personnes
- Salle polyvalente (1 pers / m²) 258 personnes (240 pers en 2017 non rectifié)
- TOTAL : 529 personnes**

Etablissement recevant du public de types U, L et N de 3^{ème} catégorie.

Changement de catégorie non proposé en attente du dossier de régularisation [du plateau de rééducation](#) et compte tenu de la réception des travaux MORANCE de 22 lits.

DMU1 ou UF1 : (VP 27/01/2023 et VR 13/02/2023)

- RIBADEAU DUMAS : 40 lits (ERP isolé).
- BERTIN ITSAS/AINARA : 24 lits BERTIN MORANCE : 22 lits en cours de réalisation.
- CAMINO : 40 lits ADAMSKI : 31 lits.
- Salle Polyvalente : Rééducation Ergothérapie HDJ, 17 patients / 8 personnels au maximum.

IV. CALCUL DE L'EFFECTIF ET CLASSEMENT DANS LE CADRE DU PROJET ETUDIE

L'effectif maximum des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé ci-après :

CAMINO/ADAMSKI de 71 lits devient UHAINA/ARGIA à 62 lits soit proposé 133 patients totalisant 270 personnes.

Avec les travaux réalisés de l'Unité BERTIN/MORANCE et l'AT de régularisation, en rectifiant l'erreur de prise en compte des lits de RIBADEAU qui est isolé, il est rectifié comme suit un effectif projeté de :

- public : Patients (1 pers / lit) : 108 personnes
- public : Visiteurs (1 pers / 2 lits) 54 personnes
- personnel : (1 pers / 3 lits) 36 personnes
- MARIE CURIE (déclaratif) 08 personnes
- Plateau rééducation (déclaratif) 25 personnes
- TOTAL : 231 personnes**

Etablissement recevant du public de types U et N de 4^{ème} catégorie.

Changement de catégorie non proposé en attente du dossier de régularisation [du plateau de rééducation](#).

V. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT (visite du 27/01/2023)

Sur le site de l'HOPITAL MARIN, cet ensemble de bâtiments est constitué par :

- BERTIN/MORANCE à R+1-1 et CAMINO/ADAMSKI à R+2 partiel, < 8m, destinés à l'hébergement de polyhandicapés.
- Entre deux MARIE CURIE huit bureaux et en étage deux logements de fonction (hors UF1/DMU1).
- la salle polyvalente à simple rez-de-chaussée (devenu un plateau de rééducation), qui fait également partie de l'unité fonctionnelle UF1 ou DMU1 avec le bâtiment RIBADEAU DUMAS (isolé non concerné dans ce rapport).

- **Implantation** sur l'allée principale de l'établissement avec 2 façades accessibles pour chaque corps de bâtiment. Les baies accessibles côté nord sont équipées d'un canon européen de type pompier manœuvrable depuis l'extérieur.
- **Isolement** : établissement isolé des tiers par des espaces libres et du bâtiment RIBADEAU DUMAS par mur CF2h et structures indépendantes.
- **Construction et aménagements intérieurs** :

Résistance au feu de structure SF1h partie >8 m et ½ h si <8 m ; respect du C+D pour les façades.

La distribution intérieure est réalisée par cloisonnement traditionnel ; chacun des niveaux comportant des locaux à sommeil est recoupé en deux zones protégées par des parois coupe-feu 1h, porte + FP PF ½ h en V/V asservies au SSI (U10), de part et d'autre de la partie centrale située entre les 2 ailes prévues pour chaque niveau. Les unités de soins ont toutes une zone de mise à l'abri par escalier.

Chaque niveau est structuré de manière quasi identique avec des chambres d'hébergement autour d'un lieu de vie collectif disposant d'un office de remise en température pour les repas, de zones de soins et de kiné.

- **Dégagements** : à modifier suite aux travaux

Niveau	Effectif du niveau	Effectif cumulé	Nombre de sorties		Nombre d'UP	
			exigibles	réelles	exigibles	réelles
Salle polyvalente	25		2	11	2	11
R+1 MORANCE	41		2	4	2	4
RDC BERTIN ITSAS			2 IS d'1 UP ou 1 IS de 2 UP	4	2 IS d'1 UP ou 1 IS de 2 UP	1 IS de 2 UP et 2 IS de 1UP 1 IS de 1UP
RDC BERTIN AINARA		0	2 IS d'1 UP ou 1 IS de 2 UP	4	2 IS d'1 UP ou 1 IS de 2 UP	1 IS de 2 UP et 2 IS de 1UP 1 IS de 1UP
RDC UHAINA	52		2 IS d'1 UP ou 1 IS de 2 UP	5	2 IS d'1 UP ou 1 IS de 2 UP	2 IS de 2 UP et 3 IS de 1UP
RDC ARGIA	62	0	2 IS d'1 UP ou 1 IS de 2 UP	4	2 IS d'1 UP ou 1 IS de 2 UP	4 IS de 2UP

Les portes des locaux sont maintenues exceptionnellement verrouillées sous les conditions de l'article U 21§1a pour ancien et §1b suite à travaux.

Verrouillage par clés dont les personnels soignants seront dotés du passe correspondant également mis à disposition des services de secours :

- par un verrouillage par clés et dans ce cas :
 - les personnels soignants doivent être dotés du passe correspondant ;
 - ce passe doit être mis à disposition des services de secours en cas d'incendie ;
 - il est interdit de munir ces portes de clés ou de crémones sous verre dormant.
- par un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme aux dispositions de l'article CO 46 (§ 2), à l'exception du dispositif de commande manuelle de déverrouillage qui peut être, par dérogation, situé dans un local réservé exclusivement au personnel et situé dans chaque service concerné par cette dérogation.

Pavillon Bertin :

- Rez-de-rue : magasin hôtelier, 1 sortie (code du travail).
- Combles : vestiaires du personnel, 1 sortie.

Pavillon Camino : Combles : vestiaires du personnel, 1 escalier de 1 unité de passage.

- **Ascenseur** : non-stop asservi au SSI.
- **Ventilation** : de confort en chambre et sanitaire et pour salle à manger et bureaux double flux asservie au SSI avec clapets CF et AU à l'accueil.
- **Désenfumage** : exutoires ou ouvrants en partie haute des escaliers, naturel ou mécanique (RDC) des circulations asservie au SSI.
- **Electricité** : sur réseau avec un groupe électrogène et coupure par zone (U20).
- **Eclairage de sécurité** : BAES sur source de remplacement (groupe électrogène).
- **Installation de gaz** : fluides médicaux (O2/Air enrichie/vide).

- **Chauffage** : par circulation d'eau chaude depuis sous station alimentée par chaufferie du site (420 kW).
- **Climatisation** : réparti sur certains locaux du site.
- **Locaux à risques moyens** : rangements, linge propre, ménage, excréta, réserves et techniques.
- **Les moyens de secours** :
Mission de coordination SSI confié au BET NAMIXIS SAS Mr DRULHE, SSI de catégorie A situé en VTP au RDC CAMINO avec tableaux répéteurs « TRE » (poste de soins / salle de détente / office) par niveau et ZC, report à RIBADEAU et au PC sécurité (alarme générale sélective sans temporisation).
Détection généralisée, commande déverrouillage IS au CMSI ou clé « PASS » à tous les employés.
TRE sur bureaux MARIE CURIE et RDC cage escalier des logements.
Procédures sur site avec AGS+ flash sanitaire et salle détente, des personnels formés à la prise d'appel, extinction, levée de doute, transfert, ouverture de porte et accueil des secours. Service de sécurité (6 pers. formés SSI).
En cas de sinistre la nuit, renfort possible en mutualisation des services par 6 personnes pour aide au transfert.
Alerte par réseau téléphonique interne secouru avec consignes de sécurité et plans affichés.
Extincteurs appropriés aux risques, 3 poteaux d'incendie sur site.

VI. DEMANDE DE DEROGATION

Dérogation AT23B18:

- Article intéressé par la demande de dérogation

Article. DF6§1 et 2 : Pour limiter ou éviter l'enfumage des circulations horizontales enclouées et les halls, celles-ci sont désenfumées par un balayage naturel et mécanique. Ce désenfumage n'est cependant obligatoire que dans les cas suivants : Circulation desservant des locaux réservés au sommeil.

Article U26§3 et 4 : Dans les circulations horizontales enclouées des niveaux comportant des locaux à sommeil, le désenfumage doit être desservi à la détection automatique d'incendie de la zone sinistrée visée à l'article U44 et les halls désenfumés.

- Raison de la demande

Le pétitionnaire souhaite au vu de la nouvelle configuration le tronçon de 7,4 m² de la circulation RDC façade SUD entrée du personnel et tronçon de 18 m² hall d'entrée de service RDC façade SUD, l'absence de désenfumage de cet espace.

- Mesures compensatoires proposées sont

Circulation

- La porte entre la circulation principale périphérique et la circulation secondaire est maintenue fermée en permanence avec un ferme-porte ;
- Chacun des locaux donnant sur cette circulation (vestiaires, WC, local repos personnel) sont des locaux à risques courants qui seront équipés de portes CF ½ h avec ferme-porte ;
- Longueur réduite de la circulation bien inférieure à 10 m ;
- Porte de recoupement des ZC à proximité immédiate.

Hall

- Aucun local ne donne dans ce volume ;
- La porte entre l'entrée de service et la circulation attenante sera CF ½ h et équipée de ferme-porte ;
- L'ascenseur équipé de portes traversantes est muni du non-stop asservi au SSI : en cas de détection dans les zones « Entrée de service » et « Circulation attenante » ouverture impossible sur commande.

- Analyse du risque du rapport

L'impact du non-respect à l'article DF6 sera compensé efficacement par le DAI et la présence de personnel formé.

- Avis du rapporteur

Le rapporteur propose un avis favorable à la sous-commission.

Dans le cadre du verrouillage d'issue de secours par dispositif électromagnétique afin d'assurer une surveillance particulière des patients au niveau RDC, l'avis de la commission de sécurité est sollicitée au titre de l'article CO46§2. Les 2 portes concernées sont celles attenantes aux escaliers en Façades Est et Ouest, issues donnant sur l'extérieur. Le déverrouillage sera assuré par apposition de BG vert double action. Ces portes concernées seront équipées d'un dispositif DAS conforme à la norme NF S 61-937 asservies au SSI A.

Le rapporteur propose un avis favorable à la sous-commission.

VII. SUR LE PLAN TECHNIQUE

La construction et les aménagements devront être réalisés en tous points conformément aux dispositions des textes précités. Les mesures de sécurité proposées dans la notice jointe au dossier devront être respectées. Elles sont complétées par les prescriptions, non limitatives, suivantes :

1. Réaliser les prescriptions émises au dernier contrôle de l'établissement.
2. Améliorer et continuer la formation des personnels conformément à l'article U47.
3. Déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploitation suite aux travaux et aménagements réalisés sur la salle polyvalente.
4. Continuer la levée des observations des rapports réalisés par les organismes agréés et techniciens compétant sur les installations techniques et de sécurités conformément aux articles GE6 à 10.
5. Apposer à chaque entrée de bâtiment (BERTIN => FAIT) le plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, les caractéristiques sont définies à la norme NF S 60-303 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie (article MS41).

PRESCRIPTIONS EN AGGRAVATION SUITE A L'ANALYSE DU RISQUE

6. Compte tenu de la continuité d'exploitation et du phasage vertical prévu, s'assurer par tous les personnels, de la lisibilité et de la connaissance des changements des dénominations des zones ainsi que sur les tableaux du cahier des charges et de corrélation du SSI en gardant les termes CAMINO et ADAMSKI jusqu'à la fin de la totalité des travaux pour finalement basculer en une organisation horizontale avec UHAINA et ARGIA (Art 143-13).
7. L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne pour son évacuation (GN13).
8. Afficher de façon bien apparente, près de l'entrée principale l'avis relatif au contrôle de la sécurité (art. GE 5) prenant en compte le nouvel effectif.

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

9. Faire procéder en cours d'exécution, par des personnes ou organismes agréés aux vérifications techniques de l'ensemble des travaux. Les rapports de ces contrôles accompagnés des procès-verbaux d'essais des matériaux et éléments de construction utilisés devront être tenus à la disposition de la commission de sécurité (articles GE 9 et GN 12 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité).
10. Faire procéder par la commission de sécurité compétente à la visite de réception afin qu'elle émette un avis sur les travaux réalisés et / ou sur l'ouverture de l'établissement. Il appartient à l'exploitant de demander au Maire le passage de la commission de sécurité compétente (article R 143-38 du Code de la construction et de l'habitation).

VIII. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES A OBSERVER EN VUE DE LA VISITE DE RECEPTION

La saisine par le Maire de la commission de sécurité doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture (article 43 du décret n° 95.260 du 8 mars 1995 relatif à la CCDSA).

Le rapporteur de la commission doit être en possession **48 heures** (ouvrables) avant toute visite d'ouverture des documents suivants, fournis par le maître d'ouvrage :

- ✓ l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité,
- ✓ l'attestation du bureau de contrôle, précisant que la mission solidité a bien été exécutée, complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage mission L (dans le cas d'une construction neuve ou d'éléments porteurs modifiés),
- ✓ le dossier d'identité du SSI réalisé ou mis à jour par un coordonnateur (dans le cas de travaux sur un SSI de catégorie « A » ou « B »),
- ✓ les rapports de fin de travaux relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique (RVRAT).

N.B. : les documents demandés aux 1^{er} et 2^{ème} tirets ci-dessus, doivent être joints à la demande d'autorisation d'ouverture adressée au Maire.

L'ensemble de ces rapports devra être communiqué au Capitaine FERRY, secretariat.gdrouest@sdis64.fr.

En l'absence de ces documents, la commission de sécurité ne peut procéder à la visite et donc rendre d'avis ; le Maire ne peut alors délivrer l'autorisation d'ouverture (articles 45 à 48 du décret du 8 mars 1995 précité). Toutes dispositions doivent être prises pour que la visite de réception puisse être effectuée au moins un jour avant la date d'ouverture au public.

IX. CONCLUSION

Il est proposé à la sous-commission d'émettre un **avis favorable** :

- à la réalisation du projet considéré assorti des prescriptions susvisées,
- au calcul du nouvel effectif,
- à la demande de dérogation aux articles DF6§1 et 2 et U26§3 et 4.

Le classement proposé ne sera effectif que lorsque le dossier de régularisation de la salle polyvalente sera déposé et que les travaux auront été réalisés et réceptionnés par la SCDS.

NOTA : le présent avis est émis au seul titre de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Il ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux dispositions des textes réglementaires en vigueur dans d'autres domaines.

Le préventionniste instructeur,



Capitaine FERRY

Vu et présenté par le Directeur,
par délégation,



Commandant Marc BELLOY